

Un projet d'exploitation minière à Madagascar déclenche des manifestations et divise la communauté

Mongabay - 25/09/19

- Une société minière australienne, Base Resources, prévoit débuter bientôt son projet d'exploitation de sables minéraux dans le sud-ouest de Madagascar.
- La compagnie affirme que le projet représente une opportunité de développement pour la région. Il est appuyé par la plupart des représentants gouvernementaux et des maires locaux.
- Toutefois, des groupes d'opposition locaux ont réclamé l'abandon de ce projet, invoquant les nombreux impacts environnementaux négatifs qu'il pourrait entraîner et en soutenant que celui-ci a été rendu possible en raison d'ententes foncières corrompues.
- Il a été question de disputes entourant le projet dans les médias malgaches depuis déjà plusieurs années, et celles-ci deviennent de plus en plus enflammées à l'aube de la concrétisation. Plus récemment, un tribunal de Madagascar a libéré neuf membres de la communauté qui ont été détenus pendant six semaines, accusés d'avoir participé à la destruction du camp d'exploration de Base Resources.

FIANARANTSOA, Madagascar — Le mois dernier, un tribunal de [Madagascar](#) a mis fin à une saga qui durait depuis six semaines pour des gens du village de Benetse, dans le Sud-Ouest, près de la ville de Toliara. Neuf membres de la communauté ont été détenus sans procès durant les quelques semaines qui ont suivi un [acte de désobéissance civile](#) porté contre une société minière australienne, Base Resources, qui prévoit débuter un projet d'exploitation de sables minéraux dans la région.

Leurs familles et amis de Benetse ont déployé de grands efforts afin de les appuyer suite à leur détention. À la fin mai, plus d'une douzaine de villageois ont voyagé pour la première fois à Fianarantsoa, une ville à quelques centaines de miles dans les Hautes Terres du pays. Mais ils n'y étaient pas pour profiter du paysage rouge et raviné des hauts-plateaux, tellement différent des forêts épineuses et des baobabs de la terre plate et sèche du Sud-Ouest. Ils étaient à Fianarantsoa pour voir leurs proches subir leur procès, ces petits agriculteurs qui étaient maintenant connus comme les « 9 de Toliara ».



Emma Vazonandrasana et les autres dans un taxi-brousse, sur le chemin du retour vers le village de Benetse. Ils s'étaient rendus à Fianarantsoa, une ville située dans les hauts-plateaux, au centre du pays, pour apporter leur soutien aux neuf amis et membres de la famille détenus pour leur présumé rôle dans la destruction de biens appartenant à Base Resources. Photo par Edward Carver, pour Mongabay.

Les neuf hommes faisaient apparemment partie d'un groupe d'environ 40 membres de la communauté qui ont vandalisé et mis le feu au camp d'exploration de Base Resources en avril. Au début mai, les autorités ont arrêté les neuf hommes, alors accusés d'incendie criminel, de destruction de biens et d'avoir formé une bande criminelle. Ils devaient comparaître devant un juge le 24 mai, mais à la dernière minute, le procès a été reporté de deux semaines.

« Nous sommes déçus », disait Emma Vazonandrasana à Mongabay, le lendemain. Elle qui faisait partie de ceux qui avaient parcouru les 12 heures de route en taxi-bus pour se rendre à Fianarantsoa et qui comptait son frère et son père parmi les neuf accusés. « Nous avons dépensé tellement de temps et d'argent pour être là. Nous sommes fatigués, fatigués de nous inquiéter, fatigués de voyager. Nous croyions qu'ils seraient libérés aujourd'hui. »

Toutefois, l'entourage de Vazonandrasana a reçu de bonnes nouvelles le 13 juin, lorsque les neuf hommes ont été relâchés. Ils ont été reconnus coupables de rassemblement non autorisé, sans possession d'armes, et ont reçu une peine de six mois d'emprisonnement. Mais les peines ont fait l'objet d'un sursis. La cour a accordé le bénéfice du doute aux neuf hommes en ce qui a trait aux accusations d'incendie criminel et de destruction de biens.

Des groupes de la société civile à Madagascar se sont réjouis de ce verdict, même s'ils considéraient les accusations et le sursis de la peine comme injustes. « C'est bien de voir que ce système fonctionne de temps à autre ! » dit Ketakandriana Rafitson, directrice générale de Transparency International Initiative Madagascar, en réponse à un communiqué envoyé par courriel de la part des groupes de la société civile et reçu par Mongabay.

Il a été question de disputes entourant le projet des sables minéraux dans les médias malgaches depuis plusieurs années, et celles-ci deviennent de plus en plus enflammées à l'aube de la concrétisation. La société prévoit débiter la construction cette année et affirme que le projet représente une opportunité de développement pour la région. Il a l'appui de la plupart des représentants gouvernementaux et des maires locaux. La société qualifie son gisement près de Toliara comme étant de « de classe mondiale » et a indiqué, lors d'une [entrevue télévisée](#), qu'il générera la plus grande marge de profits que tout autre projet de sables minéraux au monde. Mais des groupes d'opposition de Toliara et de villages environnants ont réclamé l'abandon de ce projet, invoquant les nombreux impacts environnementaux négatifs qu'il pourrait entraîner et en insistant que celui-ci a été possible à cause d'ententes foncières corrompues.



La prison de Fianarantsoa, où les « 9 de Toliara » étaient détenus du début mai jusqu'au 13 juin. Le procureur a refusé à Mongabay l'accès aux neuf hommes durant leur détention, affirmant que de telles visites n'étaient pas permises avant le procès. Photo par Edward Carver, pour Mongabay.

La demande pour la blancheur

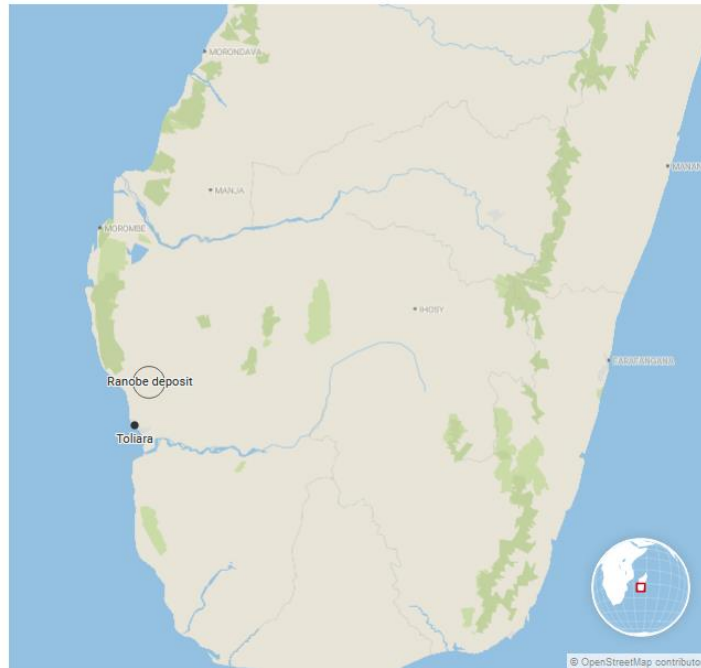
La cause fondamentale de cette controverse est la demande du consommateur pour la blancheur. L'ilménite, le principal minéral du gisement, produit le dioxyde de titane qui contribue à la blancheur de la peinture, du dentifrice et de l'écran solaire. Le gisement contient également des niveaux de rutile et de zircon susceptibles d'exploitation, eux aussi utilisés de façon similaire comme pigment. [Un autre grand projet d'exploitation de sables minéraux](#), dirigé par une filiale du géant londonien de l'exploitation minière Rio Tinto, est actif à Madagascar depuis près d'une décennie et a lui aussi fait face à l'[opposition](#) et à la [surveillance](#) des groupes locaux.

Steven Emerman, un consultant et géophysicien de l'Utah, a étudié le projet de Rio Tinto à Madagascar et a rapporté à Mongabay que malgré le fait que des gisements de sables minéraux existent dans des régions côtières du monde entier, ils sont le plus souvent exploités dans les pays en développement, où la réglementation environnementale est relâchée ou difficile à appliquer (l'Australie, où les projets d'exploitation de sables minéraux sont mieux réglementés, peut être considérée comme une exception.)

L'un des dangers de l'exploitation des sables minéraux est la présence d'uranium et de thorium, deux métaux radioactifs auxquels les travailleurs et la population peuvent être exposés. L'uranium et le thorium peuvent se retrouver dans les réserves d'eau locales ou même être inhalés sous forme de poussières. Le niveau de thorium est particulièrement élevé sur le site d'exploitation prévu, près de Toliara, et de « sérieuses mesures de radioprotection » devront être mises en place afin que le projet soit sécuritaire, selon une [étude datant de 2014](#) menée par des chimistes de l'Université d'Antananarivo. Le zircon du gisement de Toliara est si élevé en uranium et en thorium que Base Resources ne pourra le vendre [ni aux États-Unis, ni au Japon](#), ni même à [l'Union européenne](#) qui le traiteront comme un [déchet radioactif](#). « À qui pense-t-il vendre ce zircon radioactif ? » questionne Emerman.

Base Toliara

Construction of Base Toliara's mineral sands mining project on the Ranobe deposit north of the city of Toliara, Madagascar, is scheduled to begin this year.



Map: Mongabay - Source: Base Resources - Created with Datawrapper

Base Resources a refusé de partager son évaluation d'impact environnemental et social avec Mongabay. « L'évaluation d'impact environnemental et social (ÉIES) est très exhaustive et nous n'avons pas de version abrégée destinée à la distribution pour l'instant », disait Jean Bruno Ramahefarivo, directeur général de la société et responsable des affaires étrangères à Madagascar, dans une déclaration écrite faite à Mongabay. La déclaration faisait partie d'un long échange par courriel avec des représentants de la société, qui sont restés silencieux face aux demandes de clarification, à savoir pourquoi la longueur de l'évaluation de l'impact l'empêchait d'être partagée publiquement.

Base Resources est une petite société comparée à celles comme Rio Tinto. Elle s'est fait connaître grâce au développement du projet d'exploitation de sables minéraux Kwale, dans le sud du Kenya, lors des dix dernières années. À la recherche d'un second projet, la société a acquis Base Toliara, sa filiale locale aujourd'hui connue, en janvier 2018. La société prévoit créer plus de 850 emplois permanents, presque tous pour des nationaux malgaches, en plus de payer le gouvernement de Madagascar environ 28 millions de dollars en impôts et redevances annuellement, de 2022 à 2054. Il y aurait également des retombées concernant l'embauche et des avantages fiscaux pour les fournisseurs locaux qui font affaire avec Base Toliara.



Le village de Tsianisiha, à l'ouest du site d'exploitation prévu. La population est divisée quant au projet. Photo par Edward Carver, pour Mongabay.

Base Toliara prévoit utiliser un procédé d'« extraction à sec ». Après avoir retiré la végétation et décapé la couche arable, la société excavera le sable jusqu'à 20 mètres (66 pieds) sous la surface. Les bulldozers pousseront le sable dans des « unités d'extraction » où est ajoutée de l'eau pour former une boue ; celle-ci qui sera pompée vers une installation où le concentré de minéraux lourds sera extrait, ce qui représente environ 6 pour cent du sable original. Ce concentré sera acheminé par canalisation vers une deuxième installation où il sera extrait l'ilménite, le rutile et le zircon. Les minéraux seront ensuite transportés par camions, par une route privée qui mène à un petit terminal d'expédition maritime à Toliara.

Les plans pour la route et le terminal génèrent particulièrement la controverse. La route, utilisée exclusivement par les véhicules de la société, passerait à travers des terres pastorales, divisant de ce fait des agriculteurs de la terre sur laquelle ils travaillent. Les communautés sont toutefois consultées sur les points de passages qui peuvent être construits. Le terminal serait construit sur la plage d'Andaboy, lieu considéré comme sacré par plusieurs locaux. On y pratique des rites spirituels, le sol y est parfois parsemé de pièces de monnaie, et y aller après avoir mangé du porc serait interdit. Une grande foule s'y rassemble les jours de fête tels que Pâques, et les pêcheurs locaux l'utilisent comme base d'opérations.

Un groupe nommé Zanadriake (qui signifie « enfants de la mer ») s'oppose à la construction du terminal depuis plusieurs années. L'un de ces membres d'âge mûr du nom de Gano a confié à Mongabay qu'il était fier d'avoir gagné sa vie comme Vezo, une identification ethnique du peuple vivant de la mer. Il a été pêcheur et plongeur pour la pêche aux concombres de mer pendant 37 années, gagnant assez d'argent pour envoyer ses enfants à l'école. Comme les autres membres du groupe, il dit considérer toute entente concernant la location des terres d'Andaboy à une société étrangère comme une trahison des traditions Vezo, en plus de n'être bénéfique qu'aux cols blancs.

« Si Base Toliara l'occupe pour ses projets d'exploitation de sables minéraux, où allons-nous gagner notre vie? » questionne Gano. « Ne sommes-nous pas des êtres humains? Chez Base Toliara, ils ont des compétences. Ils sont traités comme des êtres humains. Mais nous, sans ces compétences, ne le sommes pas. »

Base Toliara confirmait à Mongabay que son terminal ne prendrait que 2 hectares (5 acres) d'une grande plage, et que la jetée serait assez élevée pour que les pirogues puissent naviguer en dessous, entre les piliers. La société prévoit construire un récif artificiel pour augmenter les prises des pêcheurs.



Gano (à la casquette rouge), membre de Zanadriake, un groupe de pêcheurs et de plongeurs qui s'oppose au projet de Base Ressources de construction d'un port sur une plage près de Toliara, observe alors que son ami Gentsy montre une vidéo de la plage lors d'un jour de fête. Photo par Edward Carver, pour Mongabay.

La peur d'être déplacé

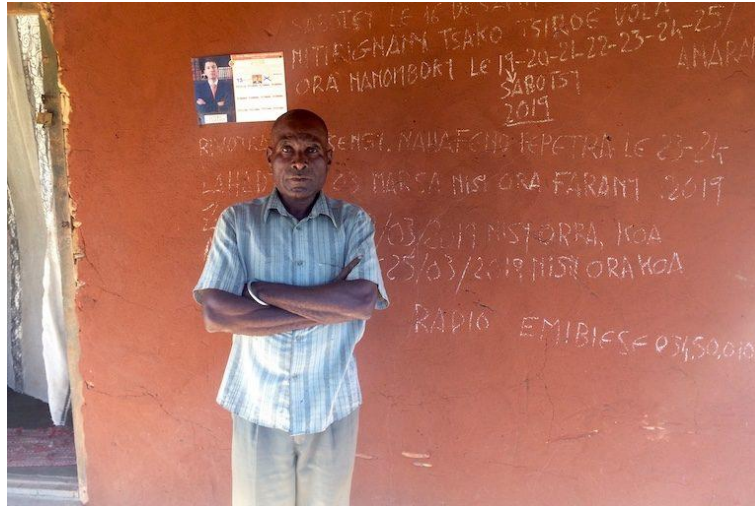
Les manifestations contre le projet sont devenues chose courante au cours des dernières années. Les deux visages de l'opposition sont Théo Rakotovao, un musicien malgache bien connu originaire de la région qui a [chanté la controverse du projet](#), et Siteny Randrianasoloniaiko, un membre du parlement d'une région voisine qui a prononcé des discours vibrants à propos de la mine. Ils ont mené des manifestations [à la plage](#) ainsi que [dans les rues](#) au cours des deux dernières années. Des représentants de communautés en opposition se sont également [déplacés jusque dans la capitale](#) Antananarivo pour manifester leur mécontentement auprès du gouvernement central.

En plus des inquiétudes concernant les impacts environnementaux, les manifestations évoquent les droits fonciers, incluant le déplacement économique et culturel. La première chose que beaucoup de locaux soulèvent est la présence de tombes sur ces terres (il y en aurait 91, selon Base Toliara). La société affirme que les familles ont accepté que les tombes soient déplacées et qu'elles recevraient trois zébus chacune à titre de compensation, comme le veut la tradition malgache.

Une vingtaine de familles vivent sur le gisement même, parmi lesquelles certains membres travaillant pour la société ont accepté de déménager. Toutefois, le projet aura des conséquences sur le gagne-pain de beaucoup d'autres gens qui pratiquent l'agriculture et l'élevage d'animaux sur ces terres. La société reconnaît cette « utilisation des ressources » et offrira des compensations pour les pertes encourues, probablement d'ici la fin juillet, conformément aux lois de Madagascar et à la norme de performance 5 de la Société financière internationale, qui concerne la réinstallation involontaire.

En tant que filiale d'une société étrangère, Base Toliara ne peut posséder de terres ; elle doit la louer au gouvernement national. Le gouvernement effectue présentement les démarches pour acheter ou prendre possession de quelque manière des terres qui seront nécessaires. Cela crée un conflit puisque plusieurs locaux ne possèdent pas d'acte de propriété formel pour les terres sur lesquelles ils vivent, sans parler de celles où ils cultivent ou élèvent leurs animaux. Selon les lois malgaches, ils possèdent des droits même sans ces actes, mais en pratique, cela n'est pas toujours respecté.

Même si une société telle que Base Toliara agit en toute honnêteté, le manque de transparence du gouvernement malgache peut ouvrir la porte aux abus de pouvoir de maires sans scrupule et d'autorités régionales. Ils décident de qui détient les terres non titrées, elles qui soudainement prennent beaucoup de valeurs, et cela peut créer énormément de ressentiment parmi les membres de la communauté.



Manantsoa Ratsimaro, un agriculteur de 61 ans du village de Tsianisiha et sympathisant de Mazoto, se tient devant sa maison, à côté du matériel de campagne du président Andry Rajoelina. Photo par Edward Carver, pour Mongabay.

Un peuple divisé

Les maires des cinq municipalités visées, lesquelles comptent plusieurs villages chacune, soutiennent Base Toliara. Le projet d'exploitation apportera emplois et progrès, disait le maire de Tsianisiha Jean Manantena Mahatokisa à Mongabay, tout en fixant la cartouche d'encre d'une vieille machine à écrire dans son bureau. Bien qu'il ait légèrement critiqué la stratégie de communication de la société, il dit ne pas avoir vu de corruption et affirme que 95 pour cent de ses électeurs soutiennent le projet.

Le maire ne sait visiblement pas compter. Plusieurs résidents de Tsianisiha et des autres municipalités se sont opposés catégoriquement au projet d'exploitation. La plupart des personnes arrêtées au hasard par Mongabay confirmaient fièrement leur affiliation avec le groupe d'opposition principal, Mazoto (qui signifie « motivé » ou encore « passionné »).

Manantsoa Ratsimaro, un agriculteur de 61 ans du village de Tsianisiha et sympathisant de Mazoto, qualifie les maires des cinq municipalités de « traîtres ». Se tenant debout près de sa maison au toit de chaume, il pointait les prunes, les maniocs et les plantes grimpantes qui poussent dans sa cour. « Jamais je n'accepterai que Base Toliara exploite ma terre, puisque celle-ci fera vivre ma descendance » a-t-il dit à Mongabay. « Sans cette terre, ils souffriront. Ils n'ont pas terminé l'école. Je n'accepterai pas ce projet, même si l'on m'offre un milliard d'ariarys (environ 275 000 \$). Je dépenserais cet argent rapidement et cela n'aurait aucun effet sur la descendance. Cependant, toutes ces choses que l'on mange ici sont en abondance et cela durera même après mon départ. [Ma descendance] peut vieillir avec elles. »



Manantsoa Ratsimaro assit devant sa maison avec ses petits-enfants et arrière-petits-enfants. « Jamais je n'accepterai que Base Toliara exploite ma terre, puisque celle-ci fera vivre ma descendance » disait-il. Photo par Edward Carver, pour Mongabay.

Toutefois, certains se demandent si des gens comme Ratsimaro peuvent légitimement affirmer qu'une terre leur appartient, cela créant une vague de soutien locale en faveur du projet d'exploitation. Certains d'entre eux, surtout les plus éduqués, sont enthousiastes devant les possibilités d'emploi que cela représente. Alexis, père de plusieurs enfants et résident de Ranobe, un village près du site d'exploitation prévu disait à Mongabay : « Les jeunes travailleront pour eux [Base Toliara]. Les plus vieux travailleront pour eux. Ceci mettra fin à la criminalité, puisque les criminels trouveront du travail. Les vols sont le résultat de la faim et de la pauvreté. Si Base Toliara se réalise, le vol et la pauvreté n'existeront plus, et la région se développera. »

Quelques villageois ont confié à Mongabay qu'ils perçoivent Base Toliara de la même façon que les organismes de charité qui ont travaillé dans la région. La société a déjà dépensé 400 000 \$ sur des projets sociaux comme celui de la construction de trois puits profonds. Si l'exploitation a lieu, Base Toliara devra consacrer 500 000 \$ annuellement aux projets sociaux, telle que l'exige la loi malgache ; la société dit prévoir dépasser ce montant en dépensant entre 1 et 2 millions de dollars.



Alexis, un résident de Ranobe, l'un des villages les plus près du site d'exploitation prévu, est en faveur du projet principalement pour les emplois qui seront créés et pour la sécurité que cela apportera. « Les vols sont le résultat de la faim et de la pauvreté. Si Base Toliara se réalise, le vol et la pauvreté n'existeront plus, et la région se développera. » Photo par Edward Carver, pour Mongabay.

Le ministre responsable de l'exploitation minière à Madagascar a visité la zone de concession de Base Toliara en mars et a affirmé qu'il allait faire un rapport sur la question au président Andry Rajoelina, lui qui est resté silencieux à propos du projet, mais qui tend à [soutenir les industries extractives](#). L'équipe des communications du président s'est abstenue de tout commentaire. Le ministre n'a pas donné suite aux demandes de commentaires.

La validité du permis d'exploitation de Base Toliara est discutable. Le gouvernement de Madagascar qui a délivré le permis d'une validité de 40 années en 2012 pourrait ne pas avoir eu l'autorité de le faire. Il s'agissait d'un gouvernement « de transition » dirigé par Rajoelina, qui a pris le pouvoir suivant un coup d'État en 2009. Rajoelina est aujourd'hui le président du pays en toute légitimité, lui qui a remporté les élections de 2018, mais son administration précédente avait convenu, sous la pression internationale, de ne pas conclure d'entente d'une aussi grande portée. « Le gouvernement de transition doit être responsable de l'administration des affaires quotidiennes du pays... Il doit s'abstenir de prendre de nouveaux engagements à long terme » peut-on lire dans la [Feuille de route pour la sortie de crise à Madagascar](#) signée par Rajoelina en septembre 2011, laquelle est devenue une loi malgache plus tard cette année-là. (C'est à la signature de cette entente que Rajoelina [a reçu une reconnaissance officielle des Nations Unies](#), qui l'avaient auparavant [ignoré](#). Lorsque Mongabay a interrogé Base Resources au sujet de cet enjeu dans un courriel, Ramahefarivo a répondu : « Le permis d'exploitation a été acquis par les propriétaires précédents et est considéré comme valide. »

Base Toliara possède des droits d'exploration – mais pas de permis d'exploitation – pour trois autres vastes concessions dans le sud-ouest de Madagascar. Peu de gens de la région semblent connaître leur existence. Les représentants de Base Resources ont déclaré à Mongabay qu'aucune recherche n'a été faite dans ces trois endroits et que la société ne sait pas si les lieux sont habités. Toutefois, un anthropologue travaillant dans la région a rapporté à Mongabay que les lieux sont « indéniablement » habités ; qu'il y a là nombre de villages et de hameaux, sur les concessions et autour d'elles, dont plusieurs visibles sur une carte ; que les zones de concession sont importantes pour la production de riz ; et que c'était incompréhensible que Base Resources affirme de pas savoir tout ça.



Gano (portant la casquette rouge) avec d'autres membres de Zanadriake, en train de regarder une carte des concessions de Base Ressources dans la région. Un homme montre le point bleu représentant Toliara, la ville où plusieurs membres du groupe vivent et où la société prévoit la construction d'un petit port auquel ils s'opposent. La société prévoit débiter la construction sur la concession la plus près de Toliara cette année. Photo par Edward Carver, pour Mongabay.

Banditisme ou contestation?

Ramahefarivo désigne les personnes qui ont mis le feu aux installations de la société comme étant des « bandits » dans un courriel envoyé à Mongabay, et il a affirmé à un journaliste malgache que l'idée que les « 9 de Toliara » aient agi ainsi pour défendre leurs droits était un « [pur mensonge](#) ». Cependant, l'évènement a été orchestré à la manière d'une désobéissance civile. Environ 40 manifestants [ont agi ensemble](#), les hommes comme les femmes, au vu et au su de tous. Ils n'ont blessé personne ; ils ont invité des équipes de télévision qui ont [enregistré les évènements](#) ; ils ont également vandalisé des biens, incluant des échantillons d'ilménite et de zircon directement devant les gendarmes, qui eux aussi filmaient.

Les gens de Benetse croyaient que personne ne devrait être emprisonné pour ces actes. « Ce sont des personnes innocentes qui n'ont fait que protéger le *tanindrazana* [la terre des ancêtres] » dit Emma Vazonandrasana, la jeune femme qui a tenté d'assister au procès à Fianarantsoa, en parlant des neuf hommes qui ont été arrêtés, utilisant le mot malgache désignant la terre d'une famille ou d'une communauté.



Les enfants d'un village côtier à l'ouest de la concession d'exploitation principale de Base Ressources se tenant près d'une affiche de campagne de Théo Rakotovo, un musicien s'opposant au projet d'exploitation. Rakotovo s'était présenté pour siéger au parlement en mai, mais ce fut un échec. « Je me suis lancé en politique dans le but de protéger le peuple », a-t-il dit. Photo par Edward Carver, pour Mongabay.

Même après la libération des neuf de Toliara, la controverse qui entoure le projet risque de se poursuivre. La société espère expédier de l'ilménite pour la première fois en 2021. Des groupes d'opposition comme Mazoto n'ont pas de

plans définis pour empêcher le projet et ils semblent manquer de temps pour y arriver, mais ils souhaitent que leur détermination porte ses fruits.

« Si le peuple n'est pas d'accord, la société devrait retourner chez elle », dit Rakotovao, musicien et leader de l'opposition. « Ils peuvent exploiter les sables minéraux en Australie. »

Source : <https://fr.mongabay.com/2019/09/un-projet-dexploitation-mini%C3%A8re-a-madagascar-declenche-des-manifestations-et-divise-la-communaute/>